

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St-Étienne, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CASTMETAL FEURS

1 Boulevard de la Boissonnette
42110 Feurs

Références : UID4243-EAR-025-173
Code AIOT : 0006103339

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CASTMETAL FEURS implanté 1 Boulevard de la Boissonnette 42110 Feurs. L'inspection a été annoncée le 18/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suites d'inspection de 2024 et de plainte de riverain du 09.04.2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTMETAL FEURS
- 1 Boulevard de la Boissonnette 42110 Feurs
- Code AIOT : 0006103339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise existe depuis 1915 et fabriquait des obus. Elle a été convertie à l'acier en 1940 par industriel ardennais.

Son métier initial était la production de pièces pour engins TP puis a connu une diversification vers autres clients TP, minier, ferroviaire, militaire (ALSTHOM SIEMENS), militaire, agriculture (pièces charrues et tracteurs), manutention (pièces pour chariots élévateurs)

L'ensemble de la branche métal de SAFE représente 1 250 personnes - 200 personnes à FEURS dont 130 en production ou rattachées et 70 dans services annexes à production

Le site comporte une aciérie et deux zones fonderie (sable - l'une à vert, l'autre avec une résine comme liant) : moyennes et grandes pièces (le chantier petites pièces étant désormais fermé) ; 90 % du sable est régénéré sur site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plainte 2 du 09/04/2025	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plainte 2 du 09/04/2025	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1. de l'Annexe I	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Situation administrative	Code de l'environnement, article L. 181-14	Demande d'action corrective	3 mois
7	Rubrique 2713	Décret du 06/06/2018, Annexe	Demande d'action corrective	6 mois
10	Plainte 1 du 15/06/2022	Lettre du 30/08/2022, Alinéa 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
11	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 12/02/1999, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
12	Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R. 515-71	Sans objet
2	Plainte 2 du 09/04/2025	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
3	Plainte 2 du 09/04/2025	Arrêté Préfectoral du 26/09/2016, article 1	Sans objet
8	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 12/02/1999, article 2.6	Sans objet
9	Plainte 1 du 15/06/2022	Lettre du 30/08/2022, Alinéa 1	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.5	Sans objet
14	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a donné lieu aux rappels :

- de l'échéance réglementaire (1 an) de dépôt d'un dossier de réexamen accompagné d'un rapport de base, en suite de la publication du BREF (*best available techniques reference document*) sectoriel SF (*Smitheries and Foundries Industry*) ;
- de l'échéance réglementaire (4 ans) de sa mise en œuvre conforme pour le site.

L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure au titre de l'article L. 171-8 du code de l'environnement concernant les thèmes des nuisances sonores et des rejets atmosphériques, en suite de la réception de plaintes.

Un porter à la connaissance du préfet est enfin attendu concernant les modifications d'activités du site : rubrique 2940 ; démantèlement de la partie PP (petites pièces) ; à venir, valorisation des déchets de sable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-71
Thème(s) : Identification de la demande, Dossier de réexamen
Prescription contrôlée : I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive relative aux émissions industrielles, dite Directive IED, le document de conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF SF (Forges et fonderies), a été publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 6 décembre 2024. La version française de ce document via ce lien : https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/documents-bref/OJ_L_202402974_FR_TXT.pdf Dès lors, conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, chaque exploitant d'une installation relevant du champ de la Directive IED dont le BREF principal applicable est le BREF SF dispose de 12 mois pour remettre au préfet le dossier de réexamen IED prévu au I de l'article précité. Le contenu attendu de ce dossier est décrit aux articles R. 515-72 et R. 515-73 du même code. <i>Nota : Les conclusions MTD du BREF SF ont été publiées dans le cadre de la directive IED - version initiale du 24/11/2010. Les dispositions nouvelles fixées par la directive modifiée en 2024 (directive n°2024/1785 du 24 avril 2024, publiée au JOUE du 15 juillet 2024) ne seront rendues applicables qu'aux réexamens futurs (ou nouvelles autorisations environnementales), après la transposition de cette directive dans le code de l'environnement prévue pour l'été 2026.</i>

Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (y compris celles des éventuels BREFs secondaires qui seraient applicables) ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient pas être atteints dans les conditions d'exploitation normales des installations, le dossier de réexamen devra être complété par une demande de dérogation conformes aux dispositions de l'article R. 515-68 du code de l'environnement.

La conformité des installations aux prescriptions réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles devra être effective dans un délai de 4 ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne du document de conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF SF, soit au plus tard le 6 décembre 2028.

Par ailleurs, en application de l'article L. 515-30 du code de l'environnement, le dossier devra être complété par un rapport de base. Le contenu de ce rapport de base est décrit au 3° du I de l'article R. 515-59 du même code.

L'exploitant indique avoir identifié ces attendus et leurs échéances. Une prestation du groupe est en cours de finalisation de commande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le BREF principal du site étant le BREF SF, Castmétal Feurs doit adresser au préfet un dossier de réexamen IED avant le 6 décembre 2025, conforme aux dispositions de l'article R.515-72 du code de l'environnement. Il est accompagné de la transmission d'un rapport de base.

L'exploitant est invité à faire parvenir une copie de ce dossier sous format électronique.

Afin de faciliter la constitution et la rédaction du dossier, l'inspection rappelle les différents guides sont disponibles sur la plateforme AIDA :

- un guide pour la simplification du réexamen IED, afin de vous guider dans la rédaction de votre dossier de réexamen :
(<https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/101420/2020%2012%2030%20IED%20Guide%20du%20r%C3%83%C2%A9examen%20-%20v2.0.pdf>),
- un guide de demande de dérogation, afin de vous aider le cas échéant dans l'élaboration d'une demande de dérogation :
(https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/95612/Guide_demande_derogation_v1.pdf),
- un guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base :
(https://aida.ineris.fr/sites/default/files/gesdoc/86540/Guide_methodologique-DirectiveIED-Rapport-debase.pdf)

D'autres guides spécifiques à la mise en œuvre de la directive IED sont au besoin disponibles sur cette plateforme. Afin d'assurer la conformité des installations aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles correspondant à l'activité, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation pourront être actualisées conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement. Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet vous le notifiera en application du II de l'article R. 515-73 du même code.

Enfin, les aides financières qui peuvent potentiellement être apportées sont pour rappel :

- par l'ADEME, sur les enjeux énergétiques (réalisation de diagnostics énergétiques, voire de financement de travaux) : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres>
- par les agences de l'eau, notamment pour l'amélioration de la qualité des rejets (supérieure à la norme) ou la réduction des consommations d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plainte 2 du 09/04/2025

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

En suite de la réception d'une plainte émise le 09/04/2025 par un riverain du site concernant « la présence de points de rouille recouvrant ses appuis de fenêtres, sur rue et sur l'arrière, et sur les véhicules garés dans la rue » :

- l'inspection en a accusé réception à l'intéressé par courriel du 11.04.2025 et demandé à cette même date à l'exploitant la production d'un rapport conformément à l'article objet du présent point de contrôle ;
- un rapport du 30.04.2025 de l'exploitant ciblant les installations de grenailage, transmis le même jour, a présenté un bilan des investigations réalisées, des actions mises en œuvre et un plan d'actions. Une mise à jour de ce rapport au 06.05.2025 précise l'historique de non-conformités, circonscrit les causes techniques et les solutions envisagées ainsi que le plan d'actions associé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plainte 2 du 09/04/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Activité de grenaillage
Prescription contrôlée : Tableau de classement : Rubrique 2575 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Régime de la Déclaration pour « 6 grenailleuses et 1 sableuse » pour une puissance de 441 kW.
Constats : L'exploitant indique que les installations de grenaillage et leurs points de rejets en place à date de l'arrêté préfectoral du 26.09.2016 n'ont pas subi de modification (nombre ; emplacement ; caractéristiques de chaque installation) avec : - en rejet au sud du bâtiment principal du site : WST14, WSS2 et GUTMANN. Cette dernière grenailleuse, objet de non-conformités passées a fait d'une réfection au 13.04.2022 avec changement de 108 manches par un prestataire spécialisé. L'exploitant indique un projet à long terme d'arrêt des WST14, WSS2 ; en l'état, elles ne fonctionnent respectivement pas ou peu. - en rejet au sein du bâtiment principal du site : BMD (limite Est) / WS5 n°2 et 3 (position centrale).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant portera à connaissance du préfet l'arrêt effectif à terme des deux grenailleuses et leurs rejets au sud du bâtiment principal
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plainte 2 du 09/04/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en poussières des activités de parachèvement
Prescription contrôlée : 2.1.2.1 - Les rejets issus des installations du décochage et du parachèvement respectent les valeurs limites suivantes : Paramètres : Poussières Concentrations mg/Nm° : 20 Flux par installation kg/h : 1 Fréquence du contrôle : Tous les deux ans
Constats : L'évolution des rejets atmosphériques des différentes installations de grenaillage au regard des dernières campagnes peut être résumé tel que :

		2020		2022		2024		2025	
		Rapport SOCOTEC 2003EL7P0000020		Rapport SOCOTEC 2102EL7P0000034		Rapport SOCOTEC 2404EL7P0000143		Rapport SOCOTEC 2412EL7P0000126	
Installation Grenailleuses	VLE	Concentration mg/Nm3	Conformité	Concentration mg/Nm3	Conformité	Concentration mg/Nm3	Conformité	Concentration mg/Nm3	Conformité
WST14	20	1,17	C	1,66	C	ARRET PP	ARRET PP	X	X
GUTMANN	20	1,35	C	70,34	NC	57,23	NC	122,00	NC
WS5 n°2	20	1,20	C	2,11	C	ARRET PP	ARRET PP	X	X
BMD	20	1,93	C	12,07	C	1,89	C	X	X
WS5 n°3	20	0,38	C	0,32	C	10,17	C	X	X
COGEIM	20	0,77	C	0,32	C	18,80	C	X	X

Il ressort les non-conformités (« NC ») en concentration de poussières de l'extraction de la grenailleuse GUTMANN en 2022 et 2024, confirmées en 2025 (mesures du 19.03.2025 spécifiquement sur cette grenailleuse).

Considérant d'une part, en réaction, les interventions réalisées en 2022 (remplacement des poches du filtre) et en 2024 (remplacement de poches et remplacement de cônes), et d'autre part au regard des fréquences usuelles de remplacement des manches d'une telle installation devenues anormales pour l'extraction de la grenailleuse GUTMANN, l'exploitant indique que les investigations dernièrement menées ont permis de mettre en évidence des anomalies d'injection des flux par les buses (état de dégradation des buses elle-mêmes ; conséquence de la direction des flux injectés sur les collerettes Venturi et, en suite, la dégradation des manches).

Le rapport d'incident du 30.04.2025 est mis à jour de ces éléments au 06.05.2025 ainsi que du mode opératoire de contrôle trimestriel de ces équipements, formalisé au 30.04.2025.

Par ailleurs, l'exploitant précise ce rapport d'incident par des informations sur les moyens instrumentés de suivi des rejets des grenailleuses. Ainsi, il est prévu, en retour d'expérience sur l'équipement BMD, de généraliser (notamment à GUTMANN) l'installation de dispositifs de détection de "crash" de filtre (sonde de détection de variation d'échauffement dans un flux particulaire) et de vibration.

L'inspection précise que les installations de rejets atmosphériques du site font l'objet d'une programmation pour 2025 d'une campagne contrôle inopiné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de la récurrence des non-conformités mesurées lors de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de la grenailleuse Gutmann et en vue d'un rétablissement rapide et pérenne de la conformité du site, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plainte 2 du 09/04/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.1. de l'Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Obstacles aux flux des rejets
Prescription contrôlée : 6.1. Captage et épuration du rejet à l'atmosphère Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...).
Constats : Les dispositifs de type "chapeau chinois" sont présents sur les trois conduits de rejets canalisés des grenailleuses en partie sud du site (WST14, WSS2 et GUTMANN) , rabattant ainsi les flux au lieu de les disperser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin mettre en conformité sous 6 mois les débouchés des cheminées de grenailage en partie sud du site (WST14, WSS2 et GUTMANN).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Mises à jour, dont tableau de classement
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. En suite du point de contrôle n° 3 de la visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait

transmettre un porter à la connaissance du préfet relatif aux modifications de ses activités réalisées (e.g. rubrique 2940 ; démantèlement de la partie PP (petites pièces) ou à venir (e.g. régénération) comprenant les propositions de nouveau classement du site (avec les quantités et volumes engagés mis à jour)) et les propositions étayées de modifications des prescriptions au regard de celles actuellement applicables.

Constats :

Précisant que le projet de régénération de sable a été abandonné, l'exploitant n'a pas produit des éléments à date de la visite d'inspection pour la rubrique 2940.

Il précise cependant un projet nouveau en cours d'élaboration (volet technique [100 t/an dans un premier temps ; 2 500 à 3 000 t/an à terme ; 1 camion par semaine] et volet contractuel) de valorisation par un autre site industriel des 10% de flux de sable relevant de déchets.

Au regard de ce projet d'économie circulaire de gestion des déchets, l'inspection indique alors que :

- en référence à la Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (version du 27 avril 2022) de la Direction Générale de la Prévention des Risques par son § 2.1 , *"les activités d'entreposage, de tri ou de regroupement des déchets sur le site même de leur production ne relèvent pas d'un classement sous les rubriques de transit / tri / regroupement.*

En revanche, lorsque les installations de production reçoivent des déchets provenant d'une autre installation ou d'un tiers, cette activité de réception des déchets doit être classée sous les rubriques de transit de déchets adaptées en fonction des déchets pris en charge (271X,2516/2517...)."

Castmétal Feurs n'est donc pas soumis à classement pour une nouvelle rubrique.

- le porter à connaissance devra, le cas échéant, comprendre le positionnement de classement au titre de la nomenclature des ICPE pour toute installation de traitement ou prétraitement sur site de ces sables avant expédition.
- le porter à connaissance justifiera du choix de transport au regard des alternatives disponibles et envisageables (routier vs ferroviaire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet un porter à la connaissance au préfet relatif aux modifications de ses activités réalisées (rubrique 2940 ; démantèlement de la partie PP (petites pièces) ou à venir (valorisation des déchets de sable) comprenant les propositions de nouveau classement du site (avec les quantités et volumes engagés mis à jour)) et les propositions étayées de modifications des prescriptions au regard de celles actuellement applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rubrique 2713

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, Annexe
Thème(s) : Situation administrative, AMPG à enregistrement
Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² E En suite du point de contrôle n° 4 de la visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait justifier de l'application à son site de l'arrêté modifié du 06.06.2018 et des suites données par les actions correctives réalisées, ou restant à réaliser, selon un calendrier formalisé.
Constats : A l'appui d'une sous-traitance spécialisée de conseil (Tennaxia), l'évaluation de conformité du site à ces prescriptions a été réalisé au 20.03.2025 avec en synthèse : 61 qualifiées comme non applicables au site ; 27 conformes ; 9 non conformes. Les non-conformités relevées concernent : <ul style="list-style-type: none">- l'entreposage de batteries (art. 6.6) ;- le plan de défense incendie (art 10-1 élaboration et mise en œuvre), constatant un projet de document formalisé au 25.04.2025) ;- les déchets (art. 13 d), avec une vérification en cours de la pratique au regard de trackdéchets ;- des déchets de tubes fluorescents (art 13-5) avec vérification en cours de la pratique du site ;- le bruit (art. 25) (cf. points de contrôle dédiés suivants). L'exploitant a intégré pour partie le suivi de ces non-conformités à son tableur HQSE au titre du numéro de son suivi n° 2024-58.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son outil de suivi intégrant les non-conformités devant être traitées et rapporte à l'inspection sous 6 mois de l'atteinte effective de la conformité aux prescriptions à l'arrêté modifié du 06.06.2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1999, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de contrôle trisannuelle
Prescription contrôlée : 2.6-La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant doit faire réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements définis dans l'étude acoustique.
Constats : En suite du point de contrôle n°9 de la visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant a transmis le 27.03.2025 le rapport SOCOTEC n°EL7P0/25/658 du 20.03.2025 d'une campagne de mesures du 06.03.2025. Il précise que la cadence réglementaire a bien été ramenée à 3 ans dans son plan de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plainte 1 du 15/06/2022

Référence réglementaire : Lettre de l'inspection du 30/08/2022, Alinéa 1
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Il est indiqué dans le courrier de l'inspection du 30.08.2022 rapportant les propos d'un plaignant que : <ul style="list-style-type: none"> - "au niveau de la rue Waldeck Rousseau, que le portail est ouvert tous les matins sans surveillance" ; - « situé à côté de la voie ferrée, ce portail reste aussi ouvert dès que les températures augmentent ».----- * Pour rappel, l'arrêté préfectoral du 04/06/2010 prescrit : « ARTICLE 7 : NUISANCES SONORES <i>Afin de limiter les nuisances sonores à l'extérieur du site, l'exploitant :</i> <ul style="list-style-type: none"> - poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de réduction du bruit avec des mesures générales et spécifiques à chaque source ; - met en place des systèmes de confinement pour l'exploitation d'unités fortement génératrices de bruit telles que le décochage (l'installation de décochage LMP devra être confinée à échéance de la fin de l'année 2011) ; - prend des mesures supplémentaires en fonction des conditions locales. » * Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 12/02/1999 prescrit : 6- SÉCURITÉ 6.1 - Dispositions générales 6.11 – Clôtures <i>L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité .</i> En suite du point de contrôle de la visite d'inspection du 04.10.2024, il était demandé à l'exploitant sous 3 mois de formaliser, rappeler aux équipes en production et contrôler le respect des consignes de fermeture d'accès du site en toutes circonstances, y compris en période estivale, afin de ne pas permettre l'accès direct depuis la rue par des tiers, de prévenir les nuisances associées à l'absence de fermeture (poussières et nuisances sonores) et, plus généralement, de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

L'inspection n'a pas été rendue destinataire d'éléments en retour. Il est cependant constaté que :

- le plan d'actions HSE mis à jour au 05.05.2025 comprend la rédaction d'une consigne interne (pas de référence documentaire apposée) ;
- en prévision de la période estivale, cette consigne a été présentée et faite passer aux équipes le 05.05.2025 ; le responsable d'équipe est chargé du contrôle de son application.

Afin de la rappeler à intervalle régulier, l'exploitant précise que son intégration est prévue :

- dans le nouveau logiciel QHSE du groupe en cours de déploiement ;
- dans les flashes "info sécurité" adressés aux salariés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise l'intégration du rappel périodique de ces consignes dans ses outils de gestion et de communication interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plainte 1 du 15/06/2022

Référence réglementaire : Lettre de l'inspection du 30/08/2022, Alinéa 2

Thème(s) : Risques chroniques, Émergences sonores en limite de propriété

Prescription contrôlée :

Il est indiqué dans le courrier de l'inspection du 30.08.2022 rapportant les propos d'un plaignant qu' *"au niveau de l'impasse Jaricho, des perceptions sonores dépassent les valeurs autorisées en limite de propriété"*.

En suite du point de contrôle n°6 de visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait fournir sous 3 mois un plan d'actions correctives comprenant la hiérarchisation des points sources à traiter ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre dont la dernière échéance n'excède pas 12 mois

Constats :

Cette demande s'appuyant sur les non-conformités en limite de propriété (points 2, 4 et 6 en période nocturne) dans le cadre d'un rapport de mesures du 30.11.2021, confirmation de ce bilan a été apportée par le dernier rapport de 2024. Il indique qu'en limite de propriété, *«aux points 2, 3, 4, 6 et 7, en période nocturne, les niveaux sonores mesurés sont non-conformes »*.

L'inspection n'a cependant pas reçu de plan d'actions.

L'exploitant informe que, tel qu'annoncé lors de la dernière inspection, un premier rapport d'étude de dB France a été livré (intervention du 24.10.2024 ; rapport n°L4EV102A(18644)_IND.0 du 12.05.2025) a donné lieu à :

- la quantification des sources de bruit environnementale du site par sonométrie (17 points) ;
- le mesurage des niveaux sonores engendrés dans l'environnement ;
- la réalisation de fonctionnement fractionné des sources de bruit afin d'étudier leurs impacts individuels sur les points de contrôles et réaliser une hiérarchisation ;
- la recherche et définition de solutions acoustiques à mettre en œuvre pour réduire l'impact sonore de l'établissement.

Il y a été donné suite par un projet de plan d'actions récemment transmis par courrier de dB France du 10.04.2025 (Devis DLERA058) hiérarchisant 4 objectifs de traitement par travaux de correction acoustique.

Sans que des actions correctives n'aient été engagées à date, l'exploitant indique :

- réaliser des devis complémentaires auprès d'autres prestataires étant données l'importance des sommes prévisionnelles à engager (total de 213,5 k€ HT, hors études et prestations de réception) ;
- sur les 4 proposées, les actions 1 (*aspiration sablerie*) et 2 (*aspiration four*) sont hiérarchisées comme prioritaires ;
- rappelle le contexte d'insertion urbaine du site, antérieure à l'implantation de zones d'habitation notamment à l'Est, notamment au regard de l'implantation déportée de l'autre côte de la voie ferrée de l'aspiration sablerie et four (cf. annexe) ;
- malgré la mise en œuvre des actions correctives, sa vigilance sur les plages de gains annoncées ne permettant de recouvrer une conformité qu'en cas de valeur maximale obtenue de -15 dB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection n'a pas reçu le plan d'actions demandé dans le rapport d'inspection de 2024.

L'inspection rappelle la vigilance à avoir sur la conformité de la localisation des points de contrôle en référence à son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1999, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de non-conformités en zone à limite de propriété

Prescription contrôlée :

2.5-Niveaux de bruits limites (en dB (A))

Dans l'attente d'une étude acoustique, les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée sont fixées dans le tableau ci-après :

Période	Valeurs limites admissibles	Emergence admissible dans les zones à émergence réglementée
Jour : 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	65 dB(A)	5
Nuit : 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés	57 dB(A)	3

Pour rappel, l'arrêt préfectoral du 04/06/2010 prescrit par ailleurs : « **ARTICLE 7 : NUISANCES SONORES**

Afin de limiter les nuisances sonores à l'extérieur du site, l'exploitant :

- *poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de réduction du bruit avec des mesures générales et spécifiques à chaque source ;*
- *met en place des systèmes de confinement pour l'exploitation d'unités fortement génératrices de bruit telles que le décochage (l'installation de décochage LMP devra être confinée à échéance de la fin de l'année 2011) ;*
- *prend des mesures supplémentaires en fonction des conditions locales. »*

En suite du point de contrôle n°7 de visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait fournir sous 3 mois un plan d'actions correctives comprenant la hiérarchisation des points sources à traiter ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre dont la dernière échéance n'excède pas 12 mois.

Constats :

L'inspection n'a pas reçu le plan d'actions demandé dans le rapport d'inspection de 2024.

Cf. constat précédent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La production d'un plan d'actions sous 3 mois et d'un retour à la conformité sous 12 mois font l'objet d'un projet d'arrêt préfectoral de mise en demeure, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de non-conformités en zone à émergence réglementée

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

En suite du point de contrôle n°8 de visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait fournir sous 3 mois un plan d'actions correctives comprenant la hiérarchisation des points sources à traiter ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre dont la dernière échéance n'excède pas 12 mois.

Constats :

Cette demande s'appuyant sur les non-conformités en ZER (points 5, 6 de jour et de nuit et 7, 8 de nuit) dans le cadre d'un rapport de mesures du 30/11/2021, l'inspection n'a cependant pas reçu de plan d'actions.

Le dernier rapport de 2024 indique par ailleurs qu'en ZER, « *aux points 5, 6, 7, en période diurne et nocturne, les émergences sonores mesurées sont non-conformes aux émergences réglementaires.* » et qu'« *au point 8, en période nocturne, l'émergence sonore mesurée est non-conforme à l'émergence réglementaire.* »

Cf. production documentaire du constat du point de contrôle n°10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La production d'un plan d'actions sous 3 mois et d'un retour à la conformité sous 12 mois font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Fraction diffuse de COV

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés.

En suite du point de contrôle n°8 de visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait sous 3 mois reprendre son plan de gestion des solvants pour permettre globalement de le consolider (alimentation et traitement des données ; cf. notamment expression des résultats de flux canalisés O1 en kg de COV vs résultats métrologiques initialement exprimés en eq. C) au regard des règles relatives à son élaboration (cf. rapport INERIS n° DRC-08-94457-16679A du 22/02/2009) d'une part, et, d'autre part, pour garantir la représentativité du résultat relatif aux émissions diffuses.

Constats :

L'exploitant indique avoir réalisé cette mise à jour en février 2025. En plus de reprendre la liste des produits utilisés, elle a notamment consisté en une révision de sa structure par la différenciation dans les calculs des activités d'enduction des moules grosses pièces ; des essais d'évaporation du solvant ont été réalisés sur les moules en sables.

Le flux annuel de diffus est ainsi évalué à 12% ; il est à noter une forte diminution du ratio [quantité de solvant utilisée/pièce de fonderie] entre 2023 et 2024 due à l'arrêt de l'unité petites pièces.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2010, article 2.1.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Fours de fusion (VLE)**Prescription contrôlée :**

Paramètres	Concentrations mg/Nm ³	Flux	Fréquence du contrôle
Poussières	15	150 g/t d'acier	Trimestrielle (en auto-contrôle) annuelle (organisme agréé)

En suite du point de contrôle n°15 de visite d'inspection du 04.10.2024, l'exploitant devait sous 1 mois rendre compte de la conformité du paramètre « poussières » en termes de flux rapporté à la production (cf. unité : g/t d'acier vs l'expression en l'état par un flux massique en g/h).

Constats :

Sur la base du tonnage moyen par heure de l'année 2024 (3.815 t/h) disponible d'après l'applicatif métier "suivi aciérie", sa réponse par courriel du 27.03.2025 rapporte la conformité des 65.6 g/h mesurés vs les 572.19 g/h calculés à partir de la VLE (150 g/t).

Il précise modifier son suivi pour prendre en compte l'expression de l'unité de la VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe

Planche photographique associée à la visite d'inspection

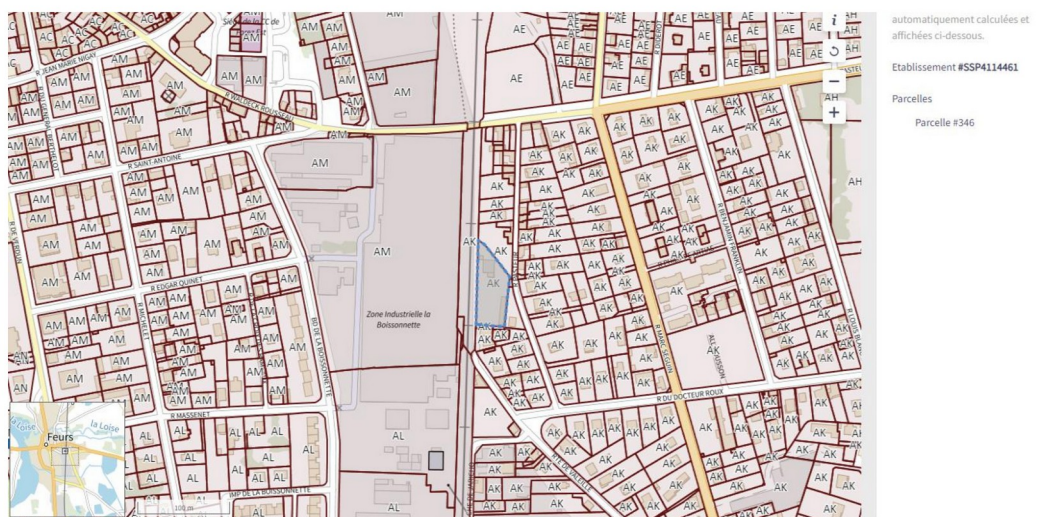
N°4 : Plainte 2 du 09/04/2025



Installations de 3 rejets atmosphériques des grenaillageuses (Sud)



Installations déportées (aspirations four et sablerie)



Localisation et parcellaire des installations déportées / AK 346